

LE CONGRÈS DE LONDRES...

Les nécessités du tirage n'ont pas permis de donner dans le dernier numéro le compte-rendu complet; le camarade Pouget le reprend au point laissé:

Mercredi soir,

Tout restera étrange dans ce Congrès! Pour pénétrer dans *Queen's Hall*, les délégués doivent montrer leurs cartes et le public doit payer. Il n'y a exception que pour les policiers: ils ont un privilège - comme de simples députés! - ils entrent librement. En France, cela pourrait se concevoir, mais en Angleterre, c'est plus que bizarre. Pour que les détectives pénètrent ainsi, il a fallu le consentement des organisateurs. C'est la preuve que ces messieurs sont au mieux avec la police puisque, pouvant lui consigner la porte, ils ont fait le contraire.

Ne nous étonnons pas! Le millionnaire allemand Singer, nous a prévenus que le Comité a décidé le maintien de l'ordre à tout prix. Pour cela, la salle a été farcie de commissaires spéciaux, choisis parmi les plus fervents *guesdistes*: «*Ils rempliront les fondions de policemen*» a dit Singer.

Ces commissaires n'ont pas d'uniforme, aussi le tableau manque de pittoresque: pourquoi n'a-t-on pas, tout bonnement, semé dans la salle quelques douzaines de sergots, comme on nous en avait menacé lundi?

La séance a commencé par la question des députés *guesdistes* sans mandats; hier, ils ont été exclus, mais le bureau a escamoté le vote et levé la séance, afin de leur donner le temps de se tirer de ce mauvais pas.

La nuit ayant porté conseil, les députés ne crânent plus: ils ont déposé des mandats et demandent que le Congrès décide sur leur cas. Le Congrès s'y refuse et, dédaigneusement, les traite comme le commun des délégués: leurs mandats sont renvoyés à l'examen de la section française.

Après quoi, se continue la vérification des mandats. Les Polonais nous donnent un riche exemple de l'exclusivisme du Congrès: la majorité polonaise qui est vaguement socialiste et carrément patriote demande et obtient l'exclusion d'un des siens, social-démocrate internationaliste, qui se console de l'avaro en siégeant comme délégué français, avec les *guesdistes*.

Puis, voici le comble ; il y a deux délégués tchèques au Congrès; l'un, un fils chéri du marxisme, demande qu'on exclue son co-délégué, - et on l'exclut!

Les Tchèques, les Hongrois, les Autrichiens, comptent pour trois nationalités, les uns et les autres sont pourtant autrichiens, et rien de plus. A ce compte, chez nous les Bretons, les Provençaux, les Algériens et bien d'autres devraient former chacun une section nationale.

Pourquoi ce favoritisme en faveur des Autrichiens?

Rien de plus clair: Tchèques et Hongrois sont représentés par un délégué chaque. Malgré cela, ils forment l'un et l'autre une nationalité.

Vous voyez d'ici le profit que les *guesdistes* tirent de semblable situation: habituellement, le Congrès se prononce en bloc, sauf quand un roublard réclame le vote par nationalités. Ce roublard est habituellement un marxiste, allemand ou français, qui veut faire échec au sentiment général.

Grâce à cette binaise, le délégué Tchèque, son copain Hongrois et quelques autres porte-queue *guesdistes*, formant à eux seuls une «*nationalité*», suffisent pour vaincre la volonté du Congrès.

Au, lieu d'aller chercher si loin des appoints, les *guesdistes* auraient dû se procurer un délégué de la principauté de Monaco, un autre de la république d'Andorre et un troisième de celle de San-Marin. Avec ces trois «*nationalités*» dans leur sac, ils pouvaient tout affronter, sûrs d'avoir toujours la majorité.

Mais, voici que la délégation espagnole est sur le tapis. Là-bas, chacun sait ça, en temps ordinaire, il faut prendre un fort microscope pour découvrir quelques vagues socialos autoritaires. Ils existent en quantité plus que négligeable. En Espagne, le mouvement, aussi bien dans les corporations que partout, est, en majeure partie, anarchiste. Si les derniers événements n'avaient pas mis les camarades dans l'impossibilité de s'occuper du Congrès, la délégation espagnole aurait été anarchiste, à peu d'exceptions près.

Les marxistes espagnols profitant de la situation que leur ont créé les persécutions gouvernementales éliminent deux délégués anarchistes, dont l'un, Malatesta, a mandat du syndicat des tailleurs de pierre de Barcelone.

Le Congrès approuve le rapport du collecto espagnol Iglesias, - donc Malatesta est exclu. Des protestations s'élèvent. Alors le président déclare que ce vote ne concerne pas Malatesta: délégué d'une corporation, il reste au Congrès, sans qu'on ait à s'occuper s'il est ou non anarchiste.

- *Vous entendez, Iglesias, je ne suis pas exclu!* clame Malatesta en espagnol.

Résultat: le camarade fichu dehors par la délégation espagnole est réintégré par le président, - un marxiste anglais.

Il reste au Congrès à se prononcer sur le cas de la délégation hollandaise, mandatée par des syndicats, mais qui se déclare communiste anti-parlementaire.

Au mois de novembre dernier, le comité d'organisation, de sa propre autorité, a prétendu que ces délégués n'entreraient pas au Congrès.

Les Hollandais sont admis; seuls se prononcent contre eux, les Allemands et les *guesdistes* français.

Ouf! c'est fini. Le Congrès est totalement constitué. Ça a pris trois jours. Je doute qu'il existe des délégués pouvant encore croire qu'on discutera les questions mises à l'ordre au jour. Mercredi va finir et il n'y a encore rien de fait!

Voici que les *guesdistes* français lèvent un gros lièvre: ils demandent à former une section à part.

Ils sont rigolboches, ces légataires! Comme tous leurs pareils, ils ont plein la bouche de la «*loi*», du «*règlement*», mais, dès que lois ou règlements, institués par eux, leur sont défavorables, ils ne veulent plus rien savoir. Ce qu'ils réclament actuellement est une formelle violation de ce sacré article onze qu'ils nous ont fichu dans les jambes. En outre, le Congrès a dit et redit: «*Les syndicats ont le droit d'être représentés par des anarchistes*». Eux ne veulent pas de ça!

Et Millerand nous affirme que lui et ses copains, non contents d'avoir quitté la section française, sont décidés à décaniller du Congrès si on veut les obliger à subir une collaboration avec l'anarchie, même couverte du pavillon Syndical.

Les Anglais protestent énergiquement, contre ce cramponnage de la minorité *guesdiste*. Ils ne veulent pas qu'on leur scie le dos plus longtemps et demandent que cette minorité se tienne à sa place, sinon, y a pas de raison pour qu'on ne forme pas autant de sections qu'il y a d'opinions diverses dans le Congrès.

Vandervelde, député belge, a la parole: quoique étant dans les meilleurs termes avec les *guesdistes* français, il déclare, au nom des Belges, ne pouvoir accepter leur proposition. Si la France obtient deux sections, pourquoi l'Italie, la Hollande et les autres n'auraient-elles pas autant de sections que de groupes? Il ajoute que, former deux sections françaises, ce serait séparer les groupes politiques des groupes corporatifs et violer la résolution de Zurich. Et il conclut en engageant Millerand et autres à faire bon cœur contre mauvaise fortune.

- *Jésuite!... Traître!...* gueulent les *guesdistes* de France qui ne peuvent digérer qu'on pense autrement qu'eux; et mettent illico à l'index quiconque ne s'incline pas devant leur Coran.

Descendu de la tribune, Vandervelde s'approche de ses amis les *guesdistes* et leur dit:

- *J'oublie vos injures et vous vous repentirez de me les avoir lancées.*

- *Nous n'oublierons jamais!* hurlent les *guesdistes* tout à fait à cran.

Il faut pourtant en finir! Va-t-on se prononcer en bloc sur la question? Que non pas! Ce serait l'irré-médiable défaite des *guesdistes*. Les «*nationalités*» n'existent pas pour des prunes, - c'est par «*nationalités*» qu'on va prononcer.

Quinze «*nations*» se déclarent pour la séparation. Dans ce tas, outre l'Allemagne, se trouvent la Bulgarie, la Roumanie, la Bohême, l'Australie, avec chacune un délégué, - deux au plus. Ce menu fretin fait échec à cinq autres «*nationalités*» qui se sont affirmées contre la séparation; de ce nombre sont l'Angleterre, la France, la Hollande.

La séance est levée au milieu d'un tumulte farouche. A part, moi, je rumine: «*Si les anarchistes avaient eu l'attitude qu'ont tenu les guesdistes, mince de malédictions contre eux! - Les voyez-vous ces boucaniers, ces ceci,.... ces cela,.... auraient bavé les autoritaires*».

Après la séance publique notre délégation française s'est réunie.

Les plus montés semblent être les blanquistes. Argyriadès parle d'en finir avec les autoritaires qui pratiquent un parlementarisme dégénéré.

Marcel Sembat déclare qu'à l'aide de mensonges on a voulu faire tomber lui et ses amis dans un piège; la meilleure preuve est la double interprétation donnée à la déclaration de Zurich. Tout en n'étant pas anarchiste il respecte nos théories et préféré notre voisinage à celui des *Panamistes* de la Chambre, - ce voisinage, pourtant autrement malpropre, n'offusque pas Millerand.

Comme conclusion, la publication d'un manifeste relatant les faits, - sans commentaires, - est décidée.

Jeudi soir,

Ce matin a enfin commencé la réelle besogne du Congrès, - drôle de besogne! Combien Argyriadès a raison d'appeler tous ces mic-macs du parlementarisme dégénéré. Ah! si les prolos pouvaient assister à la parlotte de *Queen's Hall*, ils seraient à tout jamais guéris du parlementarisme.

Voici en quoi ont consisté les «travaux» du Congrès: lundi, les diverses sections ont nommé sept commissions - à raison de deux membres par commission. Cette nomination a dû être passablement ardue aux «nationalités» du tonneau de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'Australie. Comment ont pu s'aligner les uniques délégués de ces «nationalités» pour se répartir en sept commissions?

N'approfondissons pas!

Chaque commission a nommé une sous-commission; la sous-commission a fait un rapport; ce rapport on nous le distribue imprimé cinq minutes avant que le Congrès ne l'adopte.

Quelques entêtés proposent des amendements. C'est peine perdue. Si la famille Marx qui tient les ficelles juge l'amendement défavorable, vite une marionnette réclame le vote par nationalités, au lieu du vote par délégués, et le tour est joué!

A l'ouverture de la séance, Vaillant et Allemane protestent contre les ragougnasses *guesdistes*. Ils s'étonnent que la section française ait été jugée et condamnée sans qu'aucun membre de la majorité ait pu prendre la parole. Ils constatent que le Congrès a admis que la déclaration de Zurich ne doit pas être imposée aux syndicats; c'est ce qu'a voulu la délégation française, contre Deville et Guesde qui prétendaient imposer la déclaration à tous. Eh bien! c'est pour punir la délégation française d'être en complet accord avec le Congrès qu'on a permis à la majorité de faire scission.

À quoi servent ces protestations?

Cette assemblée, - comme toutes les assemblées parlantes, - suit à l'aveuglette ceux qui la mènent. La logique n'est pas son fort: elle décide blanc ou noir selon les circonstances et se contredit à cinq minutes d'intervalle.

On nous lit le rapport de la *Commission agraire*.

C'est mouche! Cette fois, ce n'est même pas d'une souris qu'accouche la montagne, c'est d'un asticot.

Faire un Congrès international pour déclarer qu'il ne faut pas effaroucher le paysan en lui servant le collectivisme tout pur et qu'on doit biaiser afin de l'amener à voter pour les candidats socialos, c'était vraiment pas la peine de se déranger.

Naturellement, ce rapport est adopté!

Dans la séance de l'après-midi Domela Nieuwenhuis déclare au nom de la *Fédération Socialiste* et des treize chambres syndicales ouvrières de Hollande que devant le parti-pris du Congrès de s'écarter de plus en plus des idées économiques, pour s'embourber dans le marécage parlementaire, la délégation hollandaise se retire du Congrès.

«*Nous restons, nous!*» gueulent en gesticulant deux Hollandais que les Allemands ont élevé à la brochette. Comme le marxisme ne peut pas s'acclimater en Hollande, les Allemands n'ont rien trouvé de mieux que de l'y faire pousser, grâce à un adroit arrosage de galette: deux mille marcks ont été d'abord versés à quelques types, par le millionnaire Singer il y a environ dix-huit mois, pour fonder en Hollande un parti marxiste; et, depuis lors, ce vague parti ne végète que grâce au continuel appui des social-démocrates de Berlin.

La *Commission d'action politique* nous sert son rapport; il y est dit que la conquête du pouvoir poli-

tique, dans l'Etat et la commune, est le plus excellent des moyens d'affranchissement que les travailleurs aient à leur disposition.

Ce rapport eut passé comme une lettre à la poste si Tortelier, au nom de la minorité, n'avait déposé et développé la contre-proposition suivante:

«Pendant longtemps, les travailleurs français ont combattu par les moyens politiques qu'ils ont toujours confondus avec le parlementarisme.

Le mouvement corporatif était alors subordonné au mouvement politique dont le but était la conquête du pouvoir.

Aujourd'hui, tout en étant plus socialistes et plus révolutionnaires, les organisations ouvrières se désintéressent de la politique, qu'elles considèrent comme une source de divisions. Ne voulant plus être la proie des politiciens, les socialistes se déroberont à leur domination et veulent se consacrer entièrement à l'organisation libre et autonome des forces corporatives; leur but n'est plus la conquête du pouvoir, mais la suppression de tout pouvoir. Et cela, afin d'arriver à délivrer les travailleurs de toutes les oppressions capitalistes et gouvernementales, et d'instaurer une société d'hommes affranchis de toute servitude politique et économique par la possession commune des richesses sociales et l'organisation rationnelle du travail».

Jaurès, l'italien Ferri et aussi Bebel jaspinent à gogo contre les déclarations de Tortelier: *«Il faut voter! voter ! voter à tire-larigot!»* pour eux, y a que ça de vrai.

Et le Congrès, de leur avis, vote qu'il faut, voter.

Il y a bien quelques tiraillements au sujet de l'expression collée dans le texte officiel et affirmant que la conquête du pouvoir politique est le moyen par excellence, ce qui fiche au rancard tous les autres moyens, Grève Générale ou Révolution; mais, pour éviter toute discussion, le président manœuvre radicalement: il lève la séance sans mettre aux voix le paragraphe en question.

Les *allemanistes* et quantité de socialos indépendants la trouvent mauvaise. N'importe! l'escamotage est réussi: désormais les autoritaires vont nous seriner que le Congrès de Londres a voté qu'en dehors de la conquête de l'assiette au beurre, y a rien à foutre!

Vendredi soir,

Journée oiseuse, passée en votalleries et en escamotages marxistes, voici le rapport de la *commission d'éducation*.

C'est tout ce qu'on voudra excepté du socialisme. Aussi, pour que nous ne puissions nous rendre compte combien c'est dégueulasse, l'imprimeur a eu l'intelligence de n'imprimer ce rapport qu'en anglais et en allemand; cette après-midi, - quand il ne sera plus temps, - il livrera le texte français.

Pour l'instant, donc, contentons-nous de saisir très vaguement la lecture faite à la va-vite: *«L'instruction intégrale, depuis l'enfance jusqu'à l'université, pour ceux qui auront subi les examens avec succès et qu'on poussera par privilège, en leur donnant des Bourses...».*

Voilà, amalgamée avec quelques brimborions et futilités, la couillonnade qu'a pondue la *commission d'éducation*. C'est le système actuel, légèrement replâtré.

Keir Hardie combat cette proposition; il démontre que ce n'est pas là du socialisme; l'essence du socialisme est de supprimer la concurrence et la rivalité, or n'est-ce pas laisser subsister l'un et l'autre que de ne donner l'instruction intégrale qu'à quelques favorisés des concours? Ce qu'il faut, c'est que les écoles, les universités, soient libres et accessibles à tous; que chacun puisse s'instruire à sa guise, sans aucune entrave.

Les allemands, voyant que si le Congrès se prononce en bloc, les idées de Keir Hardie seront adoptées, réclament le vote par nationalités. Et le petit fourbi recommence: la Bulgarie, la Roumanie, la

Bohême, emboitant le pas à l'Allemagne et aux *guesdistes* français repoussent la proposition de Keir Hardie.

Cette après-midi le Congrès a décidé la création d'un *Comité International* qui siégera à Londres.

Inutile de demander qui fera partie de ce Comité: la famille Marx! Si on n'a que ça pour recréer la prépondérance marxiste, c'est maigre. Ensuite, la *Commission de la Guerre* nous débite son rapport. Encore une commission qui aurait aussi bien fait de rester couchée! Boicervoise, qui en faisait partie, avait demandé la suppression des armées permanentes. Son amendement a été repoussé haut la main.

Le camarade Gros, au nom de l'*Union des Chambres Syndicales de Marseille*, dépose une proposition tendant à ce qu'on fasse une propagande active contre le chauvinisme, afin d'arriver le plus promptement possible à la suppression des frontières.

Les *guesdistes* français votent contre, comme un seul homme!

Samedi,

Ce matin, on a bâclé le Congrès. On a eu le rapport de la *Commission d'action économique*; les meneurs avaient gardé ce morceau pour la bonne bouche, afin d'enterrer plus vivement la Grève Générale.

C'est à peine si, Eugène Guérard, au nom de la délégation française et de la minorité de la Commission, peut placer quatre paroles en faveur de la Grève Générale.

Le président agite sa cloche et, en deux temps et trois mouvements, il escamote le vote. Des protestations s'élèvent, mais le bureau s'en moque: il continue son fourbi et, en un tour de main, la question de la Grève Générale est estrangouillée.

A quand le prochain Congrès? C'est Liebknecht qui va nous dire ça: Paris, il n'y faut pas songer; les tripatouillages *guesdistes* y seraient trop vite éventés. Aussi, au lieu de fixer le Congrès à 1900, afin qu'il concorde avec l'*Exposition de Paris*, on le fixe à 1899.

Liebknecht propose - et ses vœux sont des ordres! - que ce Congrès ait lieu dans une ville d'Allemagne. Il affirme que toutes les mesures seront prises pour assurer la sécurité des délégués.

Ceci est pour nous dire que l'empereur Guillaume laissera faire.

«*Mais, ajoute Liebknecht, il ne faut pas nous en tenir la résolution de Zurich qui laisse trop larges les conditions d'admission. Pas un anarchiste ne doit pénétrer au prochain Congrès; il faudra les en exclure sous quelque étiquette qu'ils se présentent. Il y a déjà une proposition d'exclure tous les Syndicats, mais il n'y a pas besoin de l'adopter: il suffit que le Congrès s'en remette au bureau du soin de régler les conditions d'admission et tout ira bien.*»

C'est pas plus malin que ça! Laissez faire le bureau,....toujours ce sacré bureau... Et Liebknecht promet qu'il saura empêcher les anarchistes de venir au Congrès. D'ailleurs, comme c'est en Allemagne que ça se passera, si quelques audacieux avaient le culot de venir, il n'y aurait qu'à faire un signe à la police de Guillaume le Teigneux pour qu'ils soient bridés.

Une douzaine de délégués ont demandé la parole; ils voudraient protester contre les salopises de

Liebknecht, mais le président trouve que c'est inutile..., passez muscade!... il secoue sa cloche et la proposition de Liebknecht se trouve adoptée.

Les Français protestent, mais les *guesdistes* s'en fichent.

Le prochain Congrès aura lieu en Allemagne, - avec les conditions stipulées par Liebknecht.

Ce sera un Congrès de députés et de larbins, - mais de travailleurs, jamais.

Avant que le Congrès ne soit proclamé fini, le président rappelle que ce soir il y a gueuleton et feu d'artifices à *Crystal Palace*.

Après cette comédie de six jours, le feu d'artifice ne sera que la continuation du spectacle.

Pour ce qui est de bibi, je n'en pince pas; ira à *Crystal Palace* qui voudra, - je prends le train ce soir!

Emile POUGET.
